

l'ECO

de la semaine

12 au 18 Juillet 2025



SOMMAIRE

TVA sur les intérêts des crédits bancaires : Les modalités d'application enfin connues	2
Manjakandriana : Collecte de 800 litres de lait par jour.....	2
Banque mondiale : 211,5 millions USD supplémentaires pour renforcer les ponts et les routes	3
Ressource en eau : Baisse inquiétante des réserves, au fil des ans	3
Face au secteur informel - Le FMI plaide pour un environnement plus incitatif	4
Production - Le manioc se pare d'un label d'excellence français.....	4
Cuisson propre : Politique nationale de développement en cours d'élaboration.....	5
Droits de douane : la riposte européenne à Trump pourrait atteindre 72 milliards d'euros de biens	5
Tarifs douaniers - Madagascar toujours en pleine négociation	6
Coopération - La France reste le premier partenaire de Madagascar.....	7
Transition numérique : Une nouvelle antenne ODC à l'Université d'Antananarivo	8
Sainte-Marie : Dotation d'équipements et d'intrants agricoles aux 200 agriculteurs	8
Visite d'État de Macron - Signature prochaine d'une feuille de route franco-malgache	9
Secteur minier : Antsirabe accueille la 4 ^e Conférence internationale sur la tourmaline	10
Vision Madagascar : Une série d'événements annoncée pour son 25 ^e anniversaire.....	10
Budget 2026 : les collectivités en colère après la demande par l'État de 5,3 milliards d'euros d'économies	11
Partenariat agricole - La Corée soutient l'autonomie malgache.....	12
Filière raphia - Le défi de la transformation locale relancé.....	13
Révision de la LGIM : la Chambre des Mines de Madagascar, réclame plus de clarté	13
Culture de tomates : Mahitsy réclame plus d' unités de transformation	14
Projets d'infrastructures résilientes : « Faible participation du secteur privé », selon la BAD	14
Forum économique de l'Atsimo Andrefana - Le développement de tous les secteurs préconisés	15
Protection marine : Actions de sensibilisation et de délimitation à Nosy Komba	15
Application « Visited » : Le premier réseau social malgache dédié au tourisme éthique.....	16
Inflation persistante à Madagascar : autopsie d'un phénomène et ses impacts sur le quotidien des ménages.....	16
Japon : l'inflation ralentit plus qu'attendu en juin, le prix du riz double sur un an.....	18

TVA sur les intérêts des crédits bancaires : Les modalités d'application enfin connues

R.EDMOND. | 12 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

L a TVA sur les intérêts des crédits bancaires prendra effet dès la publication de la circulaire budgétaire qui la concerne.

Une circulaire adoptée, rappelons-le, lors du Conseil des ministres d'avant-hier, et définissant les modalités d'application de cette disposition et qui aura le mérite de dissiper les doutes et les incompréhensions sur ce dossier.



Suppression

Le compte-rendu du Conseil des ministres précise d'emblée que conformément aux instructions présidentielles, les crédits à la consommation contractés par les particuliers, ainsi que les microfinances ne sont pas concernés par cette TVA de 20% qui, en fait, n'est pas une nouvelle imposition puisqu'elle était déjà appliquée auparavant, avant d'être retirée pour cause de politique d'incitation fiscale et de soutien au secteur bancaire. Son retour décidé par les autorités s'explique par le fait qu'actuellement, dans le cadre du programme au titre de la Facilité Élargie de Crédit avec le FMI, l'objectif est d'améliorer les

performances en matière de recettes fiscales, notamment à travers la suppression d'un certain nombre d'incitations fiscales, dont celle, sur les intérêts des crédits bancaires.

Pas de rétroactivité

Sur ce point, justement, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinaronisoa a apporté, hier des précisions supplémentaires, dans une interview accordée à notre confrère l'Express de Madagascar. Selon ses explications, « seuls les établissements bancaires classiques, les banques de développement, les établissements financiers tels que les institutions d'épargne, les établissements de crédits spécialisés et les établissements d'affaires sont concernés par cette taxe qui s'applique aux crédits de trésorerie, aux crédits commerciaux, aux crédits d'équipement, aux crédits à l'habitat et aux crédits-bails ». Par ailleurs, et dans un souci de protéger la majorité de la population dans leurs besoins de financement, « les crédits à consommation, les intérêts des créances et les intérêts sur dépôts sont exonérés de cette TVA de 20% ». A noter qu'après cette adoption de la circulaire, en Conseil des ministres, cette taxe s'applique immédiatement après sa publication. Ce qui veut dire que contrairement à ce qui a été avancé par des acteurs bancaires, il n'y aura pas de rétroactivité. Autrement dit, les crédits contractés avant la publication de cette circulaire ne sont pas concernés par ce retour de la TVA de 20%. Une nouvelle rassurante pour les concernés.

Manjakandriana : Collecte de 800 litres de lait par jour

NAVALONA R. | 12 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Le district de Manjakandriana fait partie des zones composant le triangle laitier. « Dans ce bassin laitier, on collecte en moyenne 800 litres de lait par jour, dans le cadre de la mise en œuvre du projet PROFI-Lait Plus, mis en œuvre par le Malagasy Dairy Board (MDB) et financé par l'Union européenne. En revanche, six transformateurs produisant du fromage et du yaourt, y sont recensés », a déclaré Ravo, le coordonnateur du bassin laitier de Manjakandriana.

Tests et analyses

Et lui de préciser que cette production laitière doit être soumise à différents tests et analyses avant sa mise en vente auprès des transformateurs et des consommateurs. Il s'agit entre autres, de l'analyse du taux d'acidité du lait et de sa densité via un lactodensimètre ainsi que de test de caillage à l'ébullition. En outre, « le test PCR s'avère

également important pour détecter si les vaches laitières sont affectées par une maladie pathogène appelée mammite. Cela survient notamment pendant la période de pluie. En moyenne, environ 10% de la production de lait collectée journalièrement sont contaminés et seront retournés auprès des éleveurs », d'après ses explications. Il faut savoir que les éleveurs de vaches laitières soutenus par le MDB dans le cadre de ce projet PROFI-Lait Plus, sont principalement formés en matière de bonne conduite d'élevage, de respect des normes et d'hygiène. « L'objectif vise à fournir du lait de qualité au profit des transformateurs et des consommateurs finaux tout en améliorant les revenus des ménages ruraux et en contribuant à la sécurité alimentaire », a-t-il conclu.

Banque mondiale : 211,5 millions USD supplémentaires pour renforcer les ponts et les routes

ANTSA R. | 12 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Les routes coupées et les communautés isolées après le passage des cyclones sont devenues une image récurrente à Madagascar. Avec l'appui de la Banque mondiale, le pays veut désormais miser sur des infrastructures résilientes.

Maintenir l'accès aux services essentiels et protéger les populations vulnérables contre les catastrophes naturelles. Tel est l'objectif du projet « Connecter Madagascar pour une Croissance Inclusive », qui bénéficie d'un financement additionnel de 211,5 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA). Ce financement permettra de renforcer et d'étendre ses actions dans un contexte de risques climatiques croissants. Pour l'IDA, ce soutien devrait directement ou indirectement toucher plus de deux millions de personnes à travers le pays. « La Banque mondiale a toujours été présente à nos côtés pour rétablir la circulation après chaque catastrophe, mais ce financement va plus loin en nous permettant d'investir dans des solutions durables comme les ponts modulaires », a indiqué Richard Rafidison, ministre des Travaux publics. « Nous sommes déterminés à bâtir des infrastructures solides et durables pour aujourd'hui et demain. »

Réhabilitation

Cette enveloppe permettra de réhabiliter des infrastructures stratégiques endommagées par les cyclones récents, notamment les ponts Mahavavy et Ifasy sur la RN6 et le pont Manambery sur la RN5a. Le projet comprend également l'acquisition de ponts modulaires qui seront prépositionnés dans des zones vulnérables pour assurer une intervention rapide en cas de catastrophe et éviter l'isolement prolongé des populations. « Les cyclones et inondations isolent souvent des régions entières, paralySENT les échanges et font grimper les prix des produits

essentiels », a noté Atou Seck, représentant de la Banque mondiale à Madagascar. « Grâce à ces ponts modulaires et au renforcement des ouvrages stratégiques, le pays pourra réagir plus vite et maintenir les connexions vitales entre les communautés. » A noter qu'en avril 2024, une partie des fonds du projet avait déjà été mobilisée pour réparer en urgence les infrastructures endommagées sur les routes nationales RN4, RN6 et au port de Mahajanga après le passage d'un cyclone.



Le nouveau financement vient reconstituer ces ressources et prévoit également une assistance technique pour soutenir le gouvernement dans la planification et la construction de ponts adaptés aux conditions climatiques de plus en plus extrêmes. Bref, face à la multiplication des catastrophes naturelles, Madagascar fait ainsi le choix d'anticiper pour protéger ses routes, ses ponts et surtout ses communautés, tout en préservant les circuits économiques essentiels du pays.

Ressource en eau : Baisse inquiétante des réserves, au fil des ans

ANTSA R. | 12 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

La baisse continue du niveau des eaux devient un casse-tête pour la Jirama. À Andekaleka, le débit d'eau passe en dessous des 20 m³/s pendant plusieurs mois dans l'année, loin des 48,8 m³/s nécessaires au fonctionnement optimal des quatre générateurs de la centrale hydroélectrique. Malgré une capacité renforcée, la centrale hydroélectrique d'Andekaleka ne tourne pas toujours à plein régime. En période d'étiage, il arrive qu'un ou deux générateurs seulement sont utilisés, entraînant des coupures d'électricité fréquentes et prolongées dans la capitale et les zones connectées.

Situation critique

Les réserves d'eau à Tsiazompaniry, indispensables à la fois pour la production d'eau potable et l'alimentation des centrales hydroélectriques, s'amenuisent à vue d'œil.

Les techniciens peinent à gérer le stock, craignant qu'il ne tienne pas jusqu'aux prochaines pluies. Si les réserves venaient à s'épuiser, Madagascar ferait face à une double crise : une chute brutale de la production d'électricité et, surtout, une grave crise d'eau à Antananarivo. Les conséquences seraient dramatiques pour les habitants, déjà éprouvés par les coupures répétées. Bref, cette crise silencieuse souligne l'urgence de solutions durables pour sécuriser l'eau et l'énergie du pays.

Face au secteur informel - Le FMI plaide pour un environnement plus incitatif

IRINA TSIMIJALY | 14 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le secteur informel occupe une place majeure dans l'économie malgache. Le FMI insiste sur la nécessité de faciliter la formalisation en améliorant l'accès aux services et en simplifiant les démarches.

À Madagascar, le secteur informel représente une part majeure de l'économie. Selon les dernières données de la Banque mondiale (2023) et de World Economics (2024), près de 39,3% du PIB malgache provient d'activités non enregistrées. Le Fonds monétaire international (FMI), dans son rapport de juin 2023, indique que près de 100% des unités de production individuelles à Madagascar sont informelles.



Cette situation complique la mobilisation des recettes fiscales. Le FMI rappelle que Madagascar fait partie des pays ayant l'un des plus faibles ratios recettes fiscales/PIB à l'échelle mondiale. Pour relever ce défi, l'enjeu ne réside pas uniquement dans le renforcement des contrôles, mais surtout dans la mise en place de conditions favorables à la formalisation, en facilitant l'accès et en offrant des avantages concrets aux petits opérateurs économiques.

Lors de la réunion annuelle du comité de pilotage de l'Afritac Sud et de l'Africa Training Institute (ATI), qui s'est tenue au Novotel Ivandry, les 30 juin et 1^{er} juillet 2025, le Fonds monétaire international (FMI) estime que, pour encourager les acteurs de ce secteur à se formaliser, il faut créer un cadre plus favorable. « Le plus important, c'est de créer des incitations pour que les entreprises

veuillent se formaliser », a déclaré Eklou Kodjovi, représentant du FMI.

Pour lui, il ne s'agit pas uniquement de demander des efforts aux petites entreprises, mais aussi de leur offrir de meilleures conditions. Il a notamment cité l'accès à des services publics de qualité, comme l'électricité ou l'eau, comme un levier essentiel. « Si ces entreprises ont accès à un service public de qualité, ça pourrait les encourager », a-t-il expliqué. Beaucoup de structures restent dans l'informel car elles ne voient pas d'avantages concrets à changer de statut.

Faciliter la formalisation

Le FMI propose aussi de s'appuyer sur les outils numériques pour faciliter la vie des micro-entrepreneurs. « Si les entreprises sont capables de faire des choses sur internet, de payer leurs factures par SMS,... ça aide », a ajouté Eklou Kodjovi. La digitalisation des services publics pourrait permettre de réduire les coûts liés à la mise en conformité.

L'idée n'est pas de contraindre, mais de rendre la formalisation plus simple, plus accessible. Des efforts sont d'ailleurs engagés pour alléger le système fiscal et simplifier les procédures administratives.

Les discussions tenues à Antananarivo ont aussi mis en avant le rôle des institutions comme Afritac Sud et l'ATI dans l'accompagnement des réformes. Ces structures travaillent aux côtés des gouvernements africains pour renforcer les capacités des administrations, moderniser les outils de gestion publique et mieux intégrer les réalités du terrain.

Le FMI rappelle que la formalisation du secteur informel est une étape importante pour améliorer les recettes publiques, mais qu'elle doit se faire en tenant compte des contraintes réelles des petits acteurs économiques.

Production - Le manioc se pare d'un label d'excellence français

IRINA TSIMIJALY | 14 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'entreprise Malakass, basée à Tolinary, dans le Sud de Madagascar, vient de décrocher le Label EFE - Entreprise de Français à l'Étranger-, une distinction délivrée par les autorités françaises. Ce label reconnaît les entreprises créées par des Français hors de l'Hexagone qui ont un impact économique local positif, un savoir-faire de qualité, et qui contribuent à faire rayonner l'excellence française à l'étranger.

Spécialisée dans la transformation du manioc local en une farine fine, légère et naturellement sans gluten, Malakass travaille avec soixante-quatre agriculteurs organisés en

coopératives, assurant une production durable et respectueuse de l'environnement.

Le produit obtenu se distingue par sa polyvalence : il remplace avantageusement la farine de blé dans les desserts (crêpes, gâteaux), sert à épaissir sauces et soupes, et apporte du croustillant aux fritures. En plus de ses qualités culinaires, cette farine est riche en fibres, magnésium et vitamine C, répondant ainsi aux exigences d'une alimentation saine et locale.

Le Label EFE, valable pour une durée de trois ans, atteste de l'engagement de Malakass en faveur d'une économie

locale inclusive et durable. Il souligne également la capacité de l'entreprise à valoriser un produit malgache en respectant les standards français et européens.

Pour Houssen Mebobaly, fondateur de Malakass, « ce label symbolise l'alliance entre la culture malgache et l'exigence française pour une alimentation plus juste et durable ».

Cuisson propre : Politique nationale de développement en cours d'élaboration

ANTSA R. | 14 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Madagascar se lance dans l'abandon progressif des modes de cuisson traditionnels, au profit de solutions plus durables et plus sûres.

La lettre de politique de développement de la cuisson propre à Madagascar a été présentée lors d'un atelier organisé à l'hôtel de la Poste à Antsiranana, les 9 et 10 juillet derniers. Il s'agit d'une étape clé sur la transition énergétique domestique, pour la Grande-Île. Organisé dans le cadre de l'élaboration de la Politique nationale de développement de la cuisson propre, cet événement marque une grande étape vers l'utilisation de solutions durables pour la cuisson. Six ministères, dont ceux en charge de l'Énergie, de la Santé publique, de l'Environnement, du Commerce, de l'Agriculture et de l'Élevage, ont été représentés à cet atelier, en tant que membres du comité ad hoc, pour l'élaboration de la politique nationale.

Dépendance

Fruit d'un partenariat entre le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), le PNUD et le cabinet SAPPHYRE R&D, le document de travail présenté constitue le premier livrable de cette future politique. Selon ses promoteurs, ce document s'appuie sur des consultations menées à travers tout le pays, impliquant une large diversité d'acteurs publics, privés et associatifs. A noter que près de 95% des ménages malgaches dépendent encore, actuellement, du charbon de bois et du bois de chauffe pour la cuisson des aliments. Une situation alarmante aux conséquences sanitaires et environnementales majeures : la déforestation atteint 200 000 hectares par an, tandis que la pollution liée à la fumée domestique causerait 16 000 décès chaque année.

Solution propre

Inscrite dans la Politique générale de l'État (PGE) et en cohérence avec l'Objectif de Développement Durable n°7 (énergie propre et d'un coût abordable), cette initiative vise à promouvoir l'usage des énergies renouvelables et des matières biologiques, comme l'éthanol ou les résidus agricoles, dans les foyers malgaches. Le processus d'élaboration est encadré par un comité ad hoc, réunissant des représentants de six ministères clés.

La délégation du MEH, conduite par Fidiarison Kenny



Marco Louis, directeur de la promotion de l'éthanol et des bioénergies, a rappelé l'importance d'une approche coordonnée et multisectorielle pour répondre à cet enjeu national. D'après les explications, l'atelier à Antsiranana n'est que le début d'un processus qui se poursuivra dans d'autres régions du pays, afin d'affiner et d'adapter la politique aux réalités locales. L'objectif annoncé est d'offrir à chaque foyer malgache une solution de cuisson propre, sûre et respectueuse de l'environnement.

Droits de douane : la riposte européenne à Trump pourrait atteindre 72 milliards d'euros de biens

14 JUILLET | FRANCE 24

Si l'Union européenne espère toujours un accord avec les États-Unis après les nouvelles menaces de Donald Trump d'imposer des droits de douane de 30 % le 1^{er} août, une liste de représailles pour une valeur de 72 milliards d'euros est prête, ont fait savoir le négociateur en chef de l'UE et des ministres européens du Commerce.

L'Union européenne prête à répliquer aux États-Unis. La Commission européenne a mis lundi 14 juillet sur la table des Vingt-Sept une liste de représailles possibles pour une valeur de 72 milliards d'euros, dans le cas où Donald

Trump imposerait le 1^{er} août des droits de douanes de 30% sur les importations en provenance de l'UE.

« Nous négocions d'abord, mais nous nous préparons en même temps », a assuré le commissaire européen Maros

Sefcovic devant la presse, à l'issue d'une réunion des ministres du Commerce de l'UE à Bruxelles. Il a souligné qu'il s'agissait d'une position commune des Vingt-Sept.

« Les ministres ont adopté une position totalement unie sur la nécessité d'être prêts à réagir » si nécessaire, a indiqué de son côté le ministre danois des Affaires étrangères, Lars Rokke Rasmussen.

« J'ai l'intention de m'entretenir à nouveau avec mes homologues américains dans le courant de la journée, car je ne peux pas m'imaginer en rester là sans effort véritable », avait déclaré Maros Sefcovic plus tôt lundi.

Mais, avait-il ajouté, « nous devons nous préparer à toutes les éventualités, y compris, si nécessaire, à des contre-mesures proportionnées et bien calibrées pour rétablir l'équilibre de notre relation transatlantique ».

La décision du président américain, annoncée dans une lettre rendue publique samedi, a jeté un froid alors que les négociations commerciales étaient toujours en cours entre Bruxelles et Washington, avant la date butoir du 1^{er} août.



« Aucun tabou »

« L'incertitude actuelle causée par des droits de douane injustifiés ne peut pas durer indéfiniment », a souligné Maros Sefcovic.

« Évidemment, la situation depuis samedi doit nous amener à changer de méthode », a renchéri lundi à Bruxelles le ministre français chargé du Commerce extérieur, Laurent Saint-Martin, avant une réunion des ministres de l'UE. Et il ne faut avoir « aucun tabou », a-t-il martelé, y compris en annonçant dès lundi de premières représailles.

« Nous voulons un accord, mais il y a un vieux dicton qui dit : "Si tu veux la paix, tu dois te préparer à la guerre" », a

déclaré de son côté Lars Lokke Rasmussen, dont le pays assure actuellement la présidence tournante de l'UE.

« Nous préférions une solution négociée »

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen – qui négocie au nom des États membres de l'UE – a choisi pour le moment de temporiser, sous pression notamment de pays comme l'Allemagne, dont les ventes vers les États-Unis représentent la part la plus importante du total des exportations de l'UE.

Elle a annoncé dimanche que l'Union européenne n'allait pas riposter pour l'instant aux droits de douane américains sur l'acier et l'aluminium, dans l'espoir d'obtenir un accord qui s'avérerait moins dououreux.

« Nous avons toujours été très clairs sur le fait que nous préférions une solution négociée. Cela reste le cas et nous utiliserons le temps dont nous disposons maintenant jusqu'au 1^{er} août », a déclaré Ursula von der Leyen.

L'UE a déjà menacé en mai d'imposer des droits de douane sur des produits américains d'une valeur d'environ 100 milliards d'euros comprenant des automobiles et des avions, si les négociations échouaient.

Les pays européens essaient de rester unis dans cette affaire, bien que leurs économies ne soient pas exposées de la même façon aux foudres douanières du président américain.

Emmanuel Macron a exhorté samedi la Commission européenne à « défendre résolument les intérêts européens » et à « accélérer la préparation de contre-mesures crédibles ».

Le chancelier allemand Friedrich Merz s'est dit dimanche d'accord avec le président français, précisant avoir discuté avec lui, avec Ursula von der Leyen et Donald Trump ces derniers jours. Il assure vouloir s'impliquer « intensivement » pour tenter d'arriver à une solution.

La Première ministre italienne Giorgia Meloni a quant à elle mis en garde dimanche contre la perspective d'une « guerre commerciale » au sein du monde occidental. « L'Europe dispose de la puissance économique et financière nécessaire pour affirmer sa position et parvenir à un accord équitable et de bon sens. L'Italie fera sa part. Comme toujours », a-t-elle dit dans un communiqué, tandis que son opposition l'accuse de manquer de fermeté face à Washington.

Tarifs douaniers - Madagascar toujours en pleine négociation

IRINA TSIMIJALY | 15 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les négociations se poursuivent entre Madagascar et les États-Unis autour des nouveaux droits de douane imposés par Washington. Depuis l'annonce de cette mesure par le président américain Donald Trump, le gouvernement malgache tente de sauver ses avantages tarifaires. À l'heure actuelle, aucun accord définitif n'a encore été conclu.

Selon un responsable des douanes malgaches, le taux appliqué reste maintenu à 10%. Mais, à défaut de compromis avant la fin du mois, le tarif pourrait grimper à 47% dès le mois d'août, une hausse susceptible d'impacter

durement les exportateurs malgaches, notamment dans le secteur du textile.

Pour rappel, le 2 avril 2025, les autorités américaines ont annoncé l'instauration de droits de douane à 47% sur plusieurs pays, dont Madagascar. Une suspension de 90 jours, à l'exception de la Chine, a ensuite été accordée le 5 avril, laissant une fenêtre de négociation qui aurait dû s'achever début juillet. Afin de préserver l'accès aux marchés américains, le ministère du Commerce, dirigé par David Ralambofiringa, a mis en place plusieurs groupes de travail chargés d'échanger avec les autorités américaines. L'objectif : maintenir des conditions favorables,

notamment via l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), un programme qui permet aux pays africains d'exporter vers les États-Unis en bénéficiant d'allégements fiscaux.

Malgré le temps qui presse, les autorités malgaches espèrent toujours parvenir à un compromis. Pour l'instant, l'issue reste incertaine.

Coopération - La France reste le premier partenaire de Madagascar

TSILAVINY RANDRIAMANGA | 15 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Malgré la question des îles Éparses, la France et Madagascar maintiennent une coopération étroite. Celle-ci s'étend à l'économie, au développement et à la mémoire.

Si la question des îles Éparses continue d'alimenter les tensions entre Madagascar et la France, elle n'entrave pas pour autant la dynamique d'une coopération bilatérale soutenue dans des secteurs stratégiques. Hier, à l'occasion de la célébration de la fête nationale française à la Résidence de France à Ivandry, l'ambassadeur de France à Madagascar, Arnaud Guillois, a réaffirmé la vitalité des relations entre Antananarivo et Paris. Il a notamment souligné que la récente visite du président Emmanuel Macron à Madagascar marque un tournant dans le renforcement de ce lien historique, scellé par la signature de nombreux accords touchant des domaines clés tels que l'agriculture, l'énergie et l'éducation.

« À l'heure où certains se retirent de Madagascar, où d'autres hésitent ou se contentent de promettre, la France, avec ses partenaires européens et internationaux, continue d'investir et de s'investir en faveur d'un développement solidaire et durable pour la Grande Île et sa population », a déclaré Arnaud Guillois, insistant sur la constance de l'engagement français.

Les propos de l'ambassadeur trouvent un écho concret dans les multiples projets financés via l'Agence française de développement (AFD). Celle-ci appuie des initiatives allant de la sécurité alimentaire à l'éducation, en passant par la formation professionnelle, l'assainissement et le développement urbain. Le programme d'appui au développement des villes d'équilibre (PADEV), dont la phase 2 s'étend désormais à Antsirabe, Mahajanga et Toamasina, en est une illustration tangible.

Sur le plan économique, la France demeure un partenaire commercial majeur pour Madagascar. Selon le FMI, elle représente le premier marché d'exportation des produits malgaches, absorbant 16,2% des exportations de la Grande Île. Ce flux commercial avoisine le milliard d'euros depuis trois ans. De plus, la présence des entreprises françaises sur le sol malgache assure environ 20 000 emplois, consolidant ainsi les retombées économiques locales.

Dialogue historique

Au-delà des aspects économiques et techniques, la relation franco-malgache se nourrit aussi d'un dialogue mémoriel. Consécutivement à la visite d'Emmanuel Macron, une commission mixte d'historiens a été mise en

place pour revisiter ensemble les pages douloureuses de l'histoire commune, marquée par la colonisation. Il s'agit d'une démarche inédite depuis l'indépendance de Madagascar en 1960. La restitution prochaine du kabeso du roi sakalava Toera, ainsi que des restes de deux chefs de guerre sakalava, constituera un acte symbolique fort, scellant ce travail de mémoire partagé.



Ce ne sont là que quelques exemples des multiples liens qui unissent la France et Madagascar. Au-delà de l'agriculture, de l'éducation ou du dialogue historique, la coopération bilatérale s'étend également à la défense, à la santé ou encore à la justice, témoignant de la profondeur et de l'enracinement de cette relation. Autant de chantiers qui illustrent, malgré les différends, la solidité et la vitalité d'une relation franco-malgache appelée à se renforcer encore, au bénéfice des deux nations. Autant d'initiatives qui prouvent qu'au-delà des tensions, la relation entre la France et Madagascar demeure solide, tournée vers l'avenir et résolument constructive.

Transition numérique : Une nouvelle antenne ODC à l'Université d'Antananarivo

ANTSA R | 15 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

L'Université d'Antananarivo renforce sa stratégie de digitalisation en accueillant une antenne locale d'Orange Digital Center. L'objectif est de rapprocher les étudiants des technologies innovantes et stimuler l'entrepreneuriat numérique sur le campus.

Un pas de plus vers la modernisation de l'Université d'Antananarivo. En partenariat avec Orange Madagascar, cette université intègre une antenne locale d'Orange Digital Center (ODC) au sein de son campus.



Cette initiative, officialisée le 11 juillet 2025 lors d'une cérémonie organisée dans la Salle des Présidents, illustre la volonté de l'institution d'ancrer l'innovation numérique au cœur de ses priorités académiques. Porté par la Faculté des Sciences à travers la Mention Informatique et Technologie (anciennement MISA), le projet vise à renforcer les compétences digitales des étudiants, tout en créant un pont concret entre le monde universitaire et les dynamiques de l'économie numérique. L'objectif : offrir un cadre propice à la formation, à l'entrepreneuriat technologique et à la fabrication digitale.

Progrès

Le partenariat signé avec Orange Digital Center ouvre ainsi un espace d'apprentissage innovant, destiné à stimuler la créativité des jeunes, notamment dans les domaines de la programmation, de la robotique, et du développement de solutions numériques. Dina Mallet, directrice des partenariats chez Orange Digital Center, a insisté sur l'importance de rapprocher les infrastructures d'innovation des talents universitaires, afin de favoriser leur insertion professionnelle et leur autonomie entrepreneuriale.

Pour le président de l'Université, le Pr Rivoarison Randrianasolo, ce partenariat témoigne de l'engagement de l'institution à servir l'intérêt des étudiants. Il a rappelé que chaque avancée dans le domaine du numérique constitue une opportunité supplémentaire pour la jeunesse malgache. Même son de cloche du côté du Dr Tahiry Zaka Filamatra Andriamarozakaniaina, responsable de la Mention Informatique et Technologie, qui voit dans cette collaboration un levier stratégique pour aligner l'université sur les réalités technologiques du moment. Bref, ce rapprochement entre le monde académique et les acteurs du digital s'inscrit dans une dynamique plus large portée par l'Université d'Antananarivo : faire du numérique un moteur d'employabilité et d'innovation, à l'échelle nationale comme internationale.

Sainte-Marie : Dotation d'équipements et d'intrants agricoles aux 200 agriculteurs

NAVALONA R | 15 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

De nombreuses actions ont été initiées par le Secrétariat d'État auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté alimentaire dans le cadre du récent déplacement du président de la République et des membres du gouvernement à Sainte-Marie.

Une dotation de matériels et d'équipements ainsi que d'intrants agricoles y a été effectuée au profit de 200 agriculteurs issus des fokontany de Vohilava et de Mahavelona dans le district de Nosy Boraha. Il s'agit notamment de brouettes, de pelles et d'arrosoirs d'une quantité totale de 120 pièces ainsi que de 2 tonnes de composts organiques et de 500 sachets de semences maraîchères comprenant des brèdes, des choux, des tomates et des concombres. Il est à noter que chaque producteur exploite en moyenne une superficie de 5 ares. En outre, des guides techniques ont été distribués à ces agriculteurs en vue de vulgariser les bonnes pratiques agricoles leur permettant d'être plus résilients face au changement climatique tout en contribuant

au développement durable. « Cette initiative vise à renforcer les capacités de production locale et à garantir une alimentation saine et suffisante pour les ménages. Ce qui contribue en même temps à renforcer la souveraineté alimentaire », a expliqué Tahian'Ny Avo Razanamahefa, la Secrétaire d'État auprès de la Présidence chargée de la Souveraineté alimentaire, lors de la remise officielle de ces matériels et équipements ainsi que d'intrants agricoles aux bénéficiaires à Sainte-Marie.

Site vitrine

Dans la même foulée, ce département ministériel a mis en place une parcelle de démonstration d'une superficie de 30 ares servant de site vitrine pour valoriser la culture de riz hybride dans cette destination phare pour les touristes. « Cette exposition technique illustre le savoir-faire des producteurs de la région Analanjirofo et les résultats probants du programme « Vary Safiotra », déjà déployé

à Sainte-Marie. Depuis son lancement, ce programme a permis de soutenir plus de 1 200 producteurs, avec la distribution de 101 tonnes de semences et d'engrais pour une superficie de 150 hectares. Lors d'un échange sur place, les agriculteurs ont exprimé leur volonté de poursuivre ce partenariat avec l'État dans le but de pérenniser le programme présidentiel « Vary Safiotra » qui a déjà porté ses fruits dans différentes régions », a-t-elle fait savoir.

Infrastructures stratégiques

Autre point fort de cette mission, la délégation, conduite par la Secrétaire d'État chargée de la Souveraineté alimentaire, accompagnée du député élu de Nosy Boraha, Herilaza Imbiky, et de partenaires techniques chinois issus du groupe Sinomach, a également visité le site d'Analaranja, à Ambodifotatra, où sera installé un centre moderne de décorticage de riz. « Ce futur centre viendra structurer l'ensemble de la chaîne de valeur rizicole dans le district en réduisant les pertes post-récolte et en

améliorant la qualité du riz mis sur le marché », a enchaîné la Secrétaire d'État Tahian'Ny Avo Razanamahefa. En outre, une unité de transformation de produits agricoles sera implantée dans un autre site localisé à Loukintsy. « Ces deux infrastructures stratégiques seront gérées par des coopératives paysannes, avec pour objectif de créer des emplois locaux et de valoriser durablement la production », a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, ce membre du gouvernement a porté une attention particulière aux femmes productrices de Sainte-Marie. Elle a ainsi remis une enveloppe de 3 millions d'ariary aux associations féminines d'Analaranja et de Loukintsy, en guise de soutien à leurs activités quotidiennes et pour encourager leur engagement dans le développement agricole. « À travers ces actions ciblées, Sainte-Marie affirme sa place dans la mise en œuvre effective de la souveraineté alimentaire, en misant sur l'innovation, l'organisation locale et la valorisation des productions rurales », a-t-elle conclu.

Visite d'État de Macron - Signature prochaine d'une feuille de route franco-malgache

TSILAVINY RANDRIAMANGA | 16 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Des rebondissements notables interviennent dans le sillage de la visite d'État du président français Emmanuel Macron, effectuée au mois d'avril à Madagascar. Outre les accords déjà signés au Palais d'Iavoloha le 23 avril entre la délégation française et la partie malgache, d'autres projets structurants pourraient voir le jour dans les prochaines semaines. À l'occasion de la fête nationale française célébrée le 14 juillet à la Résidence de France à Ivandry, l'ambassadeur de France à Madagascar, Arnaud Guillois, a confirmé cette dynamique en annonçant la signature prochaine d'une feuille de route bilatérale.

« Ces accords seront complétés dans le courant de l'été par une feuille de route bilatérale portant sur de nouveaux projets structurants, répondant aux priorités identifiées par nos présidents », a-t-il déclaré.

Tête-à-tête au Quai d'Orsay

Le diplomate a également confirmé la tenue d'un entretien bilatéral à Paris le 30 juin dernier entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Jean-Noël Barrot pour la France et Rafaravavita fika Rasata pour Madagascar. Cette rencontre, qui s'est déroulée au Quai d'Orsay, avait pour principal objet un point d'étape, c'est-à-dire un bilan des engagements pris lors de la visite présidentielle, l'évaluation des avancées enregistrées, et la définition des prochaines étapes avant la signature officielle de la feuille de route.

Pour rappel, six accords ont été conclus lors du déplacement d'Emmanuel Macron à Antananarivo. Ils visent à

renforcer la coopération franco-malgache dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture et l'enseignement.



Certains de ces textes ont d'ores et déjà été ratifiés par le Parlement malgache lors de la première session ordinaire en juin, à l'image du Projet d'appui à la productivité agricole à Madagascar, phase 2 (PAPAM2), financé par l'Agence française de développement (AFD).

Secteur minier : Antsirabe accueille la 4^e Conférence internationale sur la tourmaline

NAVALONA R | 16 JUILLET | MIDI-MADAGASIKARA

La 4^e Conférence internationale sur la tourmaline (TUR 2025) se déroule actuellement à Antsirabe dans la région Vakinankaratra.

Cette année, la communauté scientifique internationale spécialisée dans l'étude de la tourmaline a choisi d'organiser la quatrième édition de cette conférence internationale à Madagascar, après l'Italie et la République Tchèque. En effet, « la Grande île a une production importante de tourmalines au niveau mondial, notamment la rubellite, l'une des variétés les plus connues et les plus prisées sur le marché international. C'est également dans le pays que l'on a découvert pour la première fois la liddicoatite, une variété polychrome de la tourmaline. Lorsqu'on coupe les cristaux perpendiculairement à l'axe de leur élongation, on obtient des motifs naturellement esthétiques », ont expliqué les opérateurs lors de l'ouverture officielle de cet événement de grande envergure.



Pays les plus influents

Il faut savoir que cette 4^e Conférence internationale sur la tourmaline (TUR 2025) se déroule depuis le 14 juillet et se poursuivra jusqu'au 18 juillet 2025 à Antsirabe dans la région Vakinankaratra. En effet, il a été indiqué

que c'est une des régions minières disposant de spécimens de tourmaline de renommée mondiale et d'une étonnante variété de minéraux communs et rares. Les congressistes viennent des pays les plus influents dans ce domaine dont entre autres, les États-Unis, la Russie, l'Italie, la République tchèque, la Suisse, le Royaume-Uni, la Belgique, l'Algérie, le Congo et le Maroc. Madagascar, en tant que pays hôte, est représenté par une importante délégation provenant du ministère des Mines et des Ressources stratégiques ainsi que de l'Université d'Antananarivo surtout de la Mention Géologie appliquée au développement et à l'environnement.

Investissement en savoir

Par ailleurs, « cette conférence est rendue possible grâce à la longue expérience de Federico Pezzotta, minéralogiste italien, qui travaille à Madagascar depuis plus de 30 ans, dans le domaine des minéraux de collection. Grâce à son expertise, ainsi que de nombreux partenaires locaux, l'idée d'organiser cette conférence à Madagascar a pu se concrétiser », a-t-on évoqué. Cette rencontre scientifique vise à contribuer à enrichir les connaissances sur la tourmaline à l'échelle internationale et surtout nationale. Ce qui permettra de produire des données utiles pour le développement du pays. Cette conférence internationale représente également un investissement en savoir qui renforcera la réputation de Madagascar en tant que pays hôte. Des retombées économiques positives sur l'exploitation, la commercialisation et l'exportation des tourmalines, seront en même temps attendues, et ce, au bénéfice de la population et de l'économie nationale.

Vision Madagascar : Une série d'événements annoncée pour son 25^e anniversaire

ANTSA R | 16 JUILLET | MIDI-MADAGASIKARA

Le groupe Vision Madagascar (ViMa) célèbre cette année ses 25 ans d'existence à travers une série d'événements. Le point d'orgue aura lieu le 18 juillet 2025, une date choisie pour sa portée historique, culturelle et humaine, puisqu'elle coïncide aussi avec la commémoration du Mandela Day. Le programme prévoit notamment une cérémonie de commémoration du crash du DC-3, survenu en 1995, dans lequel Zouzar Bouka, aujourd'hui alpiniste engagé, comptait parmi les rares survivants. En mémoire de cet accident, une stèle sera posée et des germes déposés en hommage aux disparus, lors d'un moment de recueillement et de culte prévu dans la matinée. En parallèle, une exposition retraçant l'histoire du crash se tiendra du 18 au 25 juillet à l'Hôtel de Ville d'Analakely. Le même jour, la version traduite en malgache du Journal d'Anne

Frank sera officiellement présentée, un projet soutenu par ViMa et porté par Michèle Rakotoson, figure majeure de la littérature malgache.

Festive

Enfin, la journée s'achèvera en musique avec un grand concert au Coliseum Antsonjombe, réunissant plusieurs artistes de renom pour célébrer cet anniversaire, dans un esprit d'unité, de mémoire et d'avenir. Ces annonces ont été faites lors d'une conférence de presse tenue au Lokanga Andohalo, où était également présent Zouzar Bouka, de retour d'une expédition éprouvante au mont Everest avec ses deux fils, Raj-Alexandre et Raïs. Marqué par la fatigue, mais animé d'une grande fierté, l'alpiniste malgache a rappelé que sa nouvelle ascension, prévue en

2026, portera les couleurs nationales jusqu'au sommet. En mêlant mémoire, culture, sport, et résilience, ViMa entend faire de ce 25^e anniversaire un moment fort, tourné

vers les valeurs qu'elle défend depuis un quart de siècle : engagement, solidarité et transmission.

Budget 2026 : les collectivités en colère après la demande par l'État de 5,3 milliards d'euros d'économies

16 JUILLET | *LE FIGARO*

Alors que François Bayrou a demandé un effort de plusieurs milliards d'euros aux collectivités en 2026 pour contribuer au redressement des finances publiques, celles-ci s'indignent, dénonçant « une part disproportionnée à l'effort » et des économies « inacceptables ».

Les collectivités montent au créneau. L'État va leur demander 5,3 milliards d'euros d'économies en 2026 pour contribuer au redressement des finances publiques, soit le double de leur participation en 2025, a annoncé mardi François Bayrou, provoquant un tollé chez les représentants des institutions locales.

« Les collectivités prendront aussi leur part. Pour les années à venir, leurs dépenses ne doivent pas progresser plus vite que les ressources de la nation », a déclaré le Premier ministre lors de la présentation d'un plan de près de 44 milliards d'économies. « La contribution qui sera demandée aux collectivités sera de 5,3 milliards d'euros. C'est 13% de l'effort global, soit moins que la part des collectivités dans la dépense publique, qui s'élève à 17% », a précisé dans la foulée le ministre de l'Aménagement du territoire François Rebsamen.

Les collectivités ont déjà lourdement été mises à contribution dans le budget 2025, qui leur demande 2,2 milliards d'économies, notamment via une ponction directe de leurs recettes fiscales à hauteur de 1 milliard d'euros. Ce mécanisme de « lissage » des recettes sera reconduit en 2026, « à un niveau plus élevé », a complété François Rebsamen, sans préciser le montant. Il a simplement évoqué des « modalités de retour », à discuter avec les collectivités, ainsi qu'une nouvelle conférence financière « avant la fin de l'été ».

Des économies « inacceptables pour l'ensemble des élus locaux », s'est insurgé auprès de l'AFP André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL), qui défend les intérêts financiers des collectivités. Si ces propositions étaient « maintenues, nous serions conduits à en appeler au Parlement pour refuser ce budget », a averti André Laignel, également premier vice-président délégué de l'Association des maires de France (AMF). Il craint que la facture soit en réalité plus salée pour les collectivités. « À l'arrivée, leurs 5,3 milliards seront probablement 9 milliards. Il faut penser aux baisses de beaucoup de budgets qui concernent les territoires : les budgets de la culture, la ville, les sports, l'aménagement du territoire », a-t-il énuméré. « 5,3 milliards, c'est plus que les efforts que devra faire l'État dans ses dépenses de fonctionnement », évaluées à 4,8 milliards d'euros, a relevé pour sa part Nicolas Lacroix, représentant l'Assemblée des départements de France à la présentation du Premier ministre.

« Asphyxier les départements »

« Nous nous opposons avec force à cette façon de faire peser sur les collectivités territoriales une part disproportionnée de l'effort », ont réagi les Régions de France, qui refusent d'être « la variable d'ajustement des équilibres budgétaires de la nation ». Sébastien Miossec, président délégué d'Intercommunalités de France, a regretté que les mesures imposées aux collectivités soient « sans commune mesure avec leurs poids dans la dépense et dans la dette publique ».

« On a bien compris qu'en doublant l'effort demandé aux collectivités, il faut s'attendre à être plus ponctionné, y compris pour les départements », a ajouté Nicolas Lacroix, également président LR du conseil départemental de la Haute-Marne. L'élu s'interroge aussi sur l'impact de l'« année blanche » pour toutes les prestations sociales annoncée par François Bayrou, alors que les départements sont chargés notamment du versement du revenu de solidarité active (RSA) et de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). « On est inquiets parce que finalement, on va continuer à asphyxier les départements », a-t-il déploré.



Le Premier ministre a également annoncé un « soutien exceptionnel de 300 millions d'euros » aux départements les plus en difficulté. « C'est rien du tout, c'est à peu près le budget du département de la Haute-Marne », a balayé Nicolas Lacroix, précisant que l'Assemblée des départements de France réclamait un soutien de 600 millions d'euros.

François Rebsamen a de plus indiqué que le gel de l'évolution annuelle des recettes de la TVA affectées aux collectivités territoriales « sera poursuivi en 2026, mais pas de manière intégrale comme en 2025 ». Cette année,

ce gel va peser 1,2 milliard d'euros sur les finances des territoires. Le ministre a promis que la dotation globale de fonctionnement, principal concours financier de l'État aux collectivités, « ne sera pas abaissée en 2026 ». En

revanche, « les mécanismes de soutien de l'État à l'investissement des collectivités seront réduits en 2026 », sauf pour « la part consacrée aux territoires ruraux et aux quartiers prioritaires de la politique de la ville ».

Partenariat agricole - La Corée soutient l'autonomie malgache

IRINA TSIMIJALY | 17 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar et la Corée du Sud ont lancé un partenariat pour moderniser l'agriculture malgache et renforcer sa sécurité alimentaire.

Le 16 juillet, un atelier intitulé « Pour un meilleur avenir de l'agriculture à Madagascar » s'est tenu au Carlton Anosy, organisé par l'ambassade de Corée. Cette rencontre a rassemblé des représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, des chercheurs, ainsi que plusieurs institutions spécialisées. L'objectif principal était de partager l'expérience agricole coréenne afin d'accompagner Madagascar vers plus d'autonomie dans ce secteur crucial.



Park Ji-hyun, ambassadrice de Corée à Madagascar, a rappelé que la Corée du Sud a elle-même connu un passé de sous-développement agricole. « Aujourd'hui, nous nous appuyons sur notre expérience pour accompagner d'autres pays », a-t-elle expliqué. Depuis un an, l'Institut de Développement de la Corée conduit des études conjointes avec le ministère malgache dans le cadre du programme de partage de connaissances. Parmi les partenaires déjà engagés figurent le Fofifa, l'agence coréenne RDA (Rural Development Administration) et AfricaRice.

Ce partenariat se concentre sur trois axes : l'innovation et l'investissement dans la recherche, la mise en place d'infrastructures adaptées aux réalités agricoles malgaches, et le renforcement des jeunes talents dans le secteur. En Corée, l'agriculture a connu une transformation spectaculaire après la guerre, passant d'une dépendance à l'aide alimentaire à l'autosuffisance en riz dans les années 1970. Pour la Grande Île, le secteur agricole représente environ 25 à 30% du PIB, selon les données partagées par la Banque mondiale. Alors que pour la Corée, c'est moins de 2% du PIB, mais le secteur reste stratégique grâce

à l'agriculture intelligente, la transformation des produits agricoles et la coopération internationale.

Défis

Les échanges ont également mis en lumière plusieurs défis agricoles à Madagascar, dont la forte dépendance au riz blanc, aliment de base dans le pays. Un expert coréen a suggéré d'améliorer les techniques de transformation du riz qui, en Corée, ne se limite pas à la consommation directe, mais sert aussi à fabriquer des boissons et des produits cosmétiques. D'après lui, il est essentiel d'améliorer la transformation du riz ainsi que les modes de consommation. La Corée pourrait ainsi partager ses technologies agricoles développées depuis les années 1990. Il existe, selon lui, une réelle opportunité de collaboration dans ce domaine.

Un autre point important est la carence en micronutriments chez la population malgache. Selon l'Unicef (ENCM 2024), 1,4% de la population souffre d'un déficit en vitamine B1 (thiamine), révélant un régime alimentaire peu diversifié pouvant entraîner fatigue, béribéri ou troubles cardiovasculaires.

Un représentant de la FAO a souligné les difficultés pour Madagascar d'atteindre l'autosuffisance en riz, malgré les variétés locales développées par le Fofifa. Il a proposé de miser davantage sur la valorisation du riz traditionnel malgache. « Le vrai riz malgache est très apprécié. Il faut maintenant savoir mieux l'utiliser pour répondre à nos besoins internes », a-t-il insisté.

Pour les participants, ce partenariat avec la Corée ouvre une voie vers l'autonomie alimentaire. L'ambassadrice Park Ji-hyun a rappelé que la Corée, autrefois pays bénéficiaire d'aide, accompagne désormais d'autres nations dans leur développement agricole.

« La Corée est un partenaire fiable pour soutenir Madagascar vers un développement agricole durable », a-t-elle conclu.

Filière raphia - Le défi de la transformation locale relancé

IRINA TSIMIJALY | 17 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le raphia fait partie intégrante de l'identité artisanale malgache. Ce savoir-faire ancestral, solidement enraciné dans les communautés rurales, peine toutefois à franchir une étape essentielle : celle de la transformation locale à grande échelle.

Actuellement, près de 70% du raphia produit à Madagascar est exporté à l'état brut, sans aucune transformation. Chaque année, environ 80 000 tonnes quittent le pays, générant à peine 4 millions de dollars de revenus en 2021, selon le ministère des Affaires étrangères. Une somme dérisoire si l'on considère ce que devient cette fibre végétale entre les mains de grandes maisons de mode.

Des marques internationales de luxe comme Prada, Jacquemus, Loewe ou Chloé utilisent du raphia, souvent tissé à la main à Madagascar ou aux Philippines. Un sac « Raphia Tote Bag » de Prada peut atteindre 1 800 euros, tandis que les modèles de Jacquemus ou Loewe se vendent entre 500 et 1 200 euros. Malgré cela, les artisans malgaches ne bénéficient que très peu de cette valeur, puisque la matière première est exportée avant d'être transformée localement.

Selon l'INSTAT, environ 49 000 artisans vivent de la transformation du raphia dans les zones rurales, mais avec des moyens limités. L'accès à la matière première est parfois difficile, en raison de sa raréfaction ou de son coût élevé. Pour redynamiser cette filière en perte de vitesse, une rencontre nationale s'est tenue le 14 juillet au Radisson Blu à Ambodivona. Baptisée Assises nationales du raphia, elle a réuni artisans, producteurs, exportateurs ainsi que trois ministres venus écouter, proposer et structurer l'avenir du secteur.

Le ministre de l'Environnement, Max Andonirina Fontaine, a déclaré : « La filière raphia ne peut pas continuer à fonctionner comme aujourd'hui. Il faut réguler l'exploitation et mieux protéger la ressource pour qu'elle continue à exister dans les années à venir ».

De son côté, Viviane Dewa, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, a souligné : « La transformation locale est le seul moyen de créer de la valeur pour les communautés rurales. Nous devons organiser les circuits, former les artisans et leur permettre de vendre des produits finis, pas seulement de la matière brute ».

Révision de la LGIM : la Chambre des Mines de Madagascar, réclame plus de clarté

ARH. | 17 JUILLET | LES NOUVELLES

La révision de la Loi sur les grands investissements miniers (LGIM), suscite de vives inquiétudes au sein du secteur extractif malgache.

Alors que Madagascar s'apprête à réviser ce texte majeur encadrant les projets miniers à grande échelle, la Chambre des Mines de Madagascar fait part d' « une inquiétante opacité qui interpelle le secteur minier national ».

Cette organisation professionnelle dénonce un manque criant de transparence dans le processus, comme elle le décrit dans son bulletin périodique publié ce mois. Elle évoque un « silence préoccupant » autour de cette réforme, pourtant stratégique pour l'avenir du secteur.

« A ce jour, aucune concertation structurée, n'a été engagée avec les parties prenantes, notamment la Chambre des Mines de Madagascar, directement concernée », déplore-t-elle.

Depuis sa création, la LGIM a permis d'attirer des capitaux dans un secteur exposé à de multiples risques. Malgré des critiques relatives à son application, elle reste un pilier de développement du secteur minier national.

Mais aujourd'hui, dans un contexte économique et réglementaire incertain, de nombreuses zones d'ombre persistent. « Quels sont les objectifs réels de la réforme ? Quelles modifications sont envisagées ? Quel est le calendrier prévu ? » Pour la Chambre des Mines, cette incertitude fragilise l'environnement des affaires et peut décourager les investisseurs internationaux.

Restaurer la confiance

Les autorités, de leur côté, annoncent l'arrivée d'un nouveau texte : la Loi sur les grands projets d'exploitation

minière (LGPEM). Présentée aux parlementaires lors des dernières sessions, cette future législation viserait à renforcer les partenariats entre l'État et les promoteurs miniers, aux retombées économiques locales. Le ministère des Mines mise sur ce nouveau cadre dans la mise en œuvre de la politique générale de l'État.



Malgré ces intentions affichées, les opérateurs du secteur réclament une garantie. Pour eux, la réforme doit être menée dans un esprit d'ouverture et d'équité, de manière à maintenir la confiance des investisseurs et à respecter les engagements contractuels existants.

« La réforme de la LGIM, doit s'inscrire dans une démarche transparente, inclusive et équitable. Elle doit garantir un juste équilibre entre les intérêts de l'État et ceux des investisseurs, tout en préservant la stabilité des engagements contractuels », avance l'organisation professionnelle.

Culture de tomates : Mahitsy réclame plus d' unités de transformation

JEAN RIANA | 17 JUILLET | LES NOUVELLES

« La commune de Mahitsy a besoin de plus d'unités de transformation, pour valoriser la production locale de tomate. La machine OdoF dédiée à transformer la tomate en ketchup, gérée par une entreprise privée dans notre localité, demeure insuffisante », a fait savoir le maire de la commune rurale de Mahitsy, Dilo Rakotomanga.

La surproduction de tomates à Mahitsy, atteint environ 27 770 tonnes chaque année. Mais à défaut d'unités de transformation suffisantes, les producteurs peinent à écouter leurs récoltes avant qu'elles ne se détériorent.

« Les agriculteurs font face à des pertes lorsqu'ils vendent la caisse de tomate à moins de 50 000 ariary, mais quand

la récolte est lancée, certains paysans en arrivent à vendre la caisse à 10 000 ariary », a spécifié le maire Dilo Rakotomanga.

Face à cette situation, le maire lance un appel aux autorités, pour qu'elles interviennent rapidement afin de trouver des solutions durables et d'éviter un gaspillage encore plus important des récoltes.

Ce dernier a également avancé que les agriculteurs de Mahitsy sont confrontés à un dilemme hydrique majeur, exacerbé par l'absence de barrages dans la localité, engendrant un manque d'eau durant la saison sèche et des inondations des rizières en pleine saison des pluies.

Projets d'infrastructures résilientes : « Faible participation du secteur privé », selon la BAD

JEAN RIANA | 17 JUILLET | LES NOUVELLES

D'après le rapport pays 2025 de la Banque africaine de développement (BAD), la participation du secteur privé aux projets d'infrastructures résilientes, reste faible, en raison des risques liés aux coûts élevés d'investissement, d'exploitation et de maintenance, ainsi que de l'absence de mécanismes de garantie publique.

Ce manque d'engagement à mener des projets d'infrastructures, fragilise le tissu économique, d'après ce rapport. Le secteur privé est décrit comme peu développé et largement dominé par une multitude de petites entreprises à faible productivité. En 2020, sa contribution au PIB était estimée à environ 60%, mais ce chiffre masque une réalité dans laquelle l'économie informelle règne en maître, représentant une part de 83,3% de l'économie et générant 95,2% des emplois.

distribution de produits pétroliers et les services bancaires. Toutefois, la compétitivité des entreprises malgaches reste limitée, en raison de l'insuffisance des infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications.

Ce rapport indique également que le dialogue public-privé reste encore peu développé, pourtant essentiel pour élaborer une stratégie commune permettant de sortir de l'impasse. Dans la foulée, le capital financier est peu diversifié dans le pays. Le secteur bancaire représente plus de 80% du total des actifs financiers et contribue à 30,1% du PIB. Le défi est de développer des mécanismes innovants pour répondre aux besoins de financement de l'économie. Dans cette optique, ledit rapport souligne que la digitalisation de la création d'entreprise et la mise en place d'un portail d'information commerciale, contribuent à améliorer le climat des affaires. Il ajoute également que la loi 2015-039 sur le partenariat public-privé doit toutefois être révisée.



En 2022, le secteur privé formel comptait environ 332 000 entreprises dont près de 93% sont des entreprises individuelles et moins de 1% des grandes entreprises.

Compétitivité limitée

Les micros et petites entreprises dominent les secteurs du commerce, de l'agro-industrie, du textile et du bois. Les grandes entreprises sont actives dans les mines, la

Forum économique de l'Atsimo Andrefana - Le développement de tous les secteurs préconisés

MIRANA IHARILIVA | 18 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le forum économique de la région Atsimo Andrefana a démarré hier à Toliara. L'essor de tous les atouts économiques, notamment les mines, est vivement encouragé.

Le secteur minier est présenté comme un levier de développement pour la région Atsimo Andrefana. À l'ouverture du forum, le gouverneur de la région, Edally Ranoelson, a affirmé que l'Atsimo Andrefana ne sera plus en dernière position, mais en tête. « Trois grandes nouvelles entreprises minières sont en activité dans la région : Base Toliara, Next Resources et Black Earth à Ampanihy. Le secteur minier assurera le développement de cette région, voire du pays tout entier. Atsimo Andrefana sera la première et non plus la dernière », souligne-t-il.

Ce forum économique régional, organisé à Toliara pour deux jours (hier et aujourd'hui), en est à sa deuxième édition, la première s'étant tenue en 2022. L'objectif est de rassembler les opérateurs économiques, les partenaires institutionnels et financiers, ainsi que la société civile, afin de réfléchir ensemble au développement effectif de la région Atsimo Andrefana.

Le gouvernement s'est fortement mobilisé. Le ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, Naina Andriantsitohaina, « coach » de la région, a mis en avant l'importance d'un développement multisectoriel à grande vitesse. « Le développement sera lent si nous misons sur un seul secteur. Il faut investir dans l'industrie, le tourisme, l'artisanat, la pêche et l'économie bleue, l'agriculture et l'élevage », insiste-t-il.

À ses côtés, le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante, ainsi que Viviane Dewa, en charge du Tourisme et de l'Artisanat, étaient également présents. L'ambassadrice des États-Unis, Claire Pierangelo, a assisté au forum « afin de soutenir Toliara et un investissement américain dans la région ».

Réflexion collective

Une vingtaine de stands a été installée pour présenter les principaux atouts de la région, ainsi que les grandes, moyennes et petites entreprises. Parmi elles, celles spécialisées dans la pêche, l'aquaculture, la transformation et l'exportation, la menuiserie, la transformation

agroalimentaire (manioc, arachide, miel), la cosmétique et l'artisanat. Des organisations non gouvernementales actives dans la sécurité alimentaire et dans la mobilisation communautaire, sociale et économique, sont également présentes.



L'affluence des visiteurs a atteint un pic dès la matinée, avant même l'ouverture officielle des stands, lorsqu'une cinquantaine de représentants des communautés locales a été « envoyée » sur place. Des panels ont été organisés dans l'après-midi, portant sur les défis et les outils du développement régional, ainsi que sur le thème : « Atsimo Andrefana, terre de richesses minières ».

Ladislas Rakotondrazaka, coordonnateur national du Projet Pôle Intégré de Croissance (PIC), a proposé, dans son intervention, de répondre aux besoins croissants des sociétés minières en misant sur le développement des compétences et la constitution de consortiums. « Il y a les besoins en métiers, les formations, mais aussi la structuration des entreprises à prendre en compte. Il faudrait envisager de travailler en consortium, pour que, ensemble, grandes et petites entreprises puissent répondre aux besoins des sociétés minières comme Base Toliara », suggère-t-il.

La vulgarisation des lois et textes régissant le secteur minier figure également à l'agenda du ministère des Mines.

Protection marine : Actions de sensibilisation et de délimitation à Nosy Komba

ANTSA R. | 18 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Dans le cadre de la gestion durable des ressources halieutiques, une opération de sensibilisation et de délimitation maritime s'est tenue dans les fokontany d'Ampangorina et d'Antitorona, arrondissement de Nosy Komba, relevant de la préfecture de Nosy Be, région DIANA. L'initiative, axée sur la sensibilisation aux matériels prohibés et l'installation de bouées de délimitation sur les sites marins d'Andrivalava et Beambitry, s'inscrit dans le cadre des

actions de protection des zones TGRH (Terres et Gestes de Réserves Halieutiques) d'Ampangorina. La mission a été menée sur le terrain par le chef du CirPEB Nosy Be, le délégué à la communication de Nosy Be et le délégué au maire de Nosy Komba, représentant la commune urbaine de Nosy Be. Cette mobilisation a bénéficié du soutien technique et logistique de l'ONG Blue Ventures, active dans la promotion de la gestion communautaire des ressources

marines. À travers cette action, les autorités locales et partenaires entendent renforcer la vigilance communautaire face aux pratiques de pêche illicite, tout en matérialisant clairement les zones marines à protéger. Une initiative

saluée par les communautés riveraines, conscientes de l'enjeu écologique et économique que représente la préservation de leur écosystème marin.

Application « Visited » : Le premier réseau social malgache dédié au tourisme éthique

HERINIAINA SAMSON | 18 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Dans un monde où le tourisme durable gagne en importance, une application mobile novatrice émerge de Madagascar : Visited, le premier réseau social malgache dédié au tourisme éthique.



Créée par un entrepreneur local, cette plateforme ambitionne de redéfinir la manière dont les voyageurs découvrent et partagent leurs expériences, tout en plaçant l'impact environnemental et social au cœur de son concept. « Pensée pour valoriser les découvertes authentiques, Visited permet aux utilisateurs de partager des lieux, des événements, des plats, des hébergements, tout en facilitant les réservations ou achats directs dans l'application

(tickets, repas, logements...) », explique Alpha, l'un des responsables du projet.

Mais Visited va bien au-delà d'un simple réseau social. Grâce à une intelligence artificielle intégrée, baptisée Visited AI, l'application guide les utilisateurs dans leurs recherches, leurs choix et la planification de leurs itinéraires. Mieux encore, elle intègre un système innovant de calcul des émissions carbone en fonction des moyens de transport utilisés, permettant aux voyageurs de faire des choix plus respectueux de l'environnement. « Contrairement aux réseaux sociaux classiques, Visited met l'impact au centre de l'expérience utilisateur. C'est un outil pensé pour inspirer, connecter et agir, sans sacrifier la simplicité d'usage », ajoute Alpha. En effet, l'application combine une interface intuitive avec une mission claire : promouvoir un tourisme responsable, ancré dans des valeurs éthiques et durables. Développée à Madagascar, Visited ne se contente pas de viser le marché local. L'application porte une ambition internationale, avec pour objectif de devenir une référence mondiale dans le secteur du tourisme durable et connecté. En valorisant l'authenticité des expériences et en s'appuyant sur des technologies de pointe, Visited pourrait bien transformer la façon dont le monde voyage.

Inflation persistante à Madagascar : autopsie d'un phénomène et ses impacts sur le quotidien des ménages

RAKOTOARISOA ANDRIATAHINA | 18 JUILLET | LES NOUVELLES

A Madagascar, la hausse du coût de la vie est réelle. Le phénomène d'inflation, pourtant d'une évidente banalisation médiatique, s'affirme chaque jour davantage dans le quotidien du ménage. A terme, l'inflation persistante va durablement affecter le budget des ménages.

L'inflation, un problème compliqué par plusieurs problèmes. L'inflation ne résulte pas d'un seul facteur, mais de plusieurs interactions. D'abord une forte dépendance aux produits importés, car Madagascar continue à importer la plupart des biens de consommation, y compris les produits alimentaires, les carburants, les équipements et les intrants agricoles. Quand les prix augmentent à l'international, ou que la monnaie locale se déprécie, ces biens deviennent dès lors plus chers pour le consommateur.

Ensuite les coûts de production internes en hausse. Le transport, l'énergie, l'accès en matière première ou à l'eau, et les événements climatiques réduisent la rentabilité et le prix de vente. Les producteurs, artisans, commerçants

se retrouvent dans l'obligation de reporter ces augmentations aux prix de vente finaux.

D'autres causes sont davantage de nature structurelle : faible diversification de l'économie, accès au financement limité, dépendance au secteur informel, infrastructures faibles limitent la capacité du pays à amortir les chocs externes et à produire en volume à prix raisonnable.

Le panier du ménage malgache : entre besoins essentiels et arbitrages quotidiens

Le budget moyen des ménages malgaches est principalement consacré à l'achat de produits alimentaires, bien avant de penser aux dépenses liées à l'éducation, à la santé ou au transport. Des éléments comme le riz, l'huile, le charbon, les légumes, ainsi que les frais de scolarité et d'électricité, constituent la majeure partie des charges mensuelles.

Lorsque les prix grimpent de manière durable, les familles se voient contraintes de faire des choix difficiles : acheter

moins de nourriture, sauter des repas, retarder certains paiements, ou même renoncer à des soins médicaux. Le panier de la ménagère ne s'ajuste plus aux revenus disponibles, ce qui engendre une pression constante sur l'équilibre familial.

L'inflation persistante se répercute profondément sur la vie quotidienne des ménages malgaches. Elle oblige de nombreuses familles à réduire la quantité ou la qualité des aliments consommés, ce qui peut avoir des conséquences sur la santé, en particulier celle des enfants. La hausse des prix de l'énergie contraint aussi les foyers à restreindre l'usage du gaz, du charbon ou de l'électricité, affectant ainsi les besoins essentiels liés à la cuisson, au chauffage ou à l'éclairage. Les déplacements deviennent également plus limités, les trajets non indispensables étant évités et les frais scolaires devenant de plus en plus difficiles à assumer. Dans certains cas, les familles se retrouvent dans l'impossibilité de régler à temps leurs factures courantes, les poussant à recourir à des emprunts informels pour boucler les fins de mois, une solution de court terme qui augmente leur fragilité financière. L'ensemble de ces pressions économiques engendre enfin une tension sociale croissante, aussi bien au sein des foyers qu'au niveau communautaire, affectant la cohésion et la solidarité locales.

Même les ménages de la classe moyenne commencent à ressentir cette pression. Certains se recentrent sur l'essentiel, abandonnant loisirs et dépenses non urgentes. D'autres cherchent des revenus supplémentaires, souvent dans des conditions précaires.

Une réponse institutionnelle en construction

Les autorités publiques ont mis en place plusieurs mesures pour tenter de réduire l'impact de l'inflation. Cela inclut des actions sur la régulation des prix, l'importation de produits de première nécessité, et le développement de programmes sociaux destinés à soutenir les plus vulnérables.

Cependant, la complexité des causes de l'inflation et les contraintes budgétaires limitent l'efficacité de ces interventions. L'ajustement des politiques publiques nécessite une coordination étroite entre les acteurs économiques, les collectivités, les partenaires techniques et la population. L'effort est en cours, mais son succès dépendra de notre capacité à mettre en œuvre des solutions concrètes, rapides et équitables.

Quelles pistes pour atténuer durablement l'inflation ?

Pour réduire les effets de l'inflation sur les ménages, il faut adopter une approche multi-niveaux.

Soutenir les familles les plus exposées

Des transferts monétaires ciblés, des tarifs sociaux pour les services de base ou la gratuité de certains produits

essentiels peuvent offrir un soulagement immédiat aux foyers les plus touchés.

Renforcer la production locale

Encourager l'agriculture, les petites entreprises et les filières locales pourrait diminuer notre dépendance aux produits importés et stabiliser les prix à moyen terme.

Améliorer la logistique et la distribution

Un meilleur accès aux marchés, un réseau routier fonctionnel et des circuits de commercialisation plus efficaces aideraient à réduire les coûts de distribution et à réguler les prix.



Promouvoir la transparence et le dialogue

Une communication claire sur les prix, les marges et les décisions économiques renforcerait la confiance entre l'État, les producteurs et les consommateurs.

En fait, l'inflation persistante à Madagascar ne se limite pas à un simple problème économique. C'est une question qui touche profondément la société, les individus et la politique. Elle impacte la dignité des familles, l'avenir des enfants et le bon fonctionnement de la communauté dans son ensemble. C'est pourquoi il est crucial d'y accorder une attention particulière, de mettre en place des réponses coordonnées et de mobiliser tout le monde.

En ces temps difficiles, la résilience de la population est impressionnante. Cependant, cette force ne peut pas être mise à l'épreuve indéfiniment. Il est grand temps d'investir dans des mécanismes de protection durables, de relancer la production locale et de rééquilibrer l'économie du pays pour s'assurer que chacun puisse accéder à une vie digne.

Japon : l'inflation ralentit plus qu'attendu en juin, le prix du riz double sur un an

18 JUILLET | FRANCE 24

L'inflation au Japon a ralenti plus qu'attendu en juin mais reste à un niveau élevé, tirée par un doublement sur un an des prix du riz, de quoi accroître la pression sur la coalition au pouvoir avant des élections cruciales ce dimanche.

La hausse des prix à la consommation (hors produits frais) s'est établie à 3,3% sur un an le mois dernier, se modérant après 3,7% en mai, au plus haut depuis janvier 2023, selon des chiffres gouvernementaux publiés vendredi.

Ce chiffre est meilleur que la prévision des économistes sondés par Bloomberg (+3,4%), mais s'établit toujours très au-delà de la cible de 2% fixée par la Banque du Japon (BoJ). Et l'inflation hors énergie et produits frais a accéléré à 3,4%, contre 3,3% en mai.

La vertigineuse envolée des prix du riz, par ailleurs, ne s'essouffle pas : ils ont bondi de 99,2% sur un an en juin, après avoir déjà doublé en rythme annuel (+101%) le mois précédent.

Cette flambée inédite depuis au moins un demi-siècle se poursuit malgré le déblocage par les autorités d'une partie des stocks stratégiques de riz du pays.

L'inflation persistante exacerbé le mécontentement contre le gouvernement du Premier ministre conservateur Shigeru Ishiba, qui aborde en mauvaise posture des élections sénatoriales de dimanche, selon des sondages récents.



Le riz, enjeu électoral

A 68 ans, M. Ishiba dirige un gouvernement minoritaire depuis octobre, après avoir conduit le Parti libéral-démocrate (PLD) à un cuisant revers lors d'élections législatives. Sa coalition, formée du PLD et de son allié Komeito, risque désormais de perdre également sa majorité à la chambre haute du Parlement lors du scrutin du 20 juillet. Pour tenter d'atténuer l'impact sur les ménages et à l'approche des élections, Shigeru Ishiba a étendu les aides au logement, prolongé des subventions à l'énergie, et s'est engagé à verser des chèques de 20 000 yens (120 dollars) par citoyen.

Le prix du riz, qui s'envole depuis l'automne, est néanmoins resté un enjeu-clé de la campagne.

La récolte 2023 (consommée l'an dernier) avait été pénalisée par des chaleurs record, tandis que la demande de riz était gonflée en 2024 par des achats paniques suite à un avertissement des autorités sur un possible

« mégaséisme », par le renchérissement des aliments importés, et le stockage de négociants désireux de muscler leurs profits à terme.

Plus généralement, les prix de divers produits alimentaires (fruits, viande...) ont contribué à tirer l'inflation en juin. Mais les factures d'électricité et de gaz ont augmenté moins qu'auparavant.

« Le principal facteur à l'origine du ralentissement de l'inflation est le net recul des prix énergétiques, qui reflète la reprise des subventions aux achats d'essence », souligne Abhijit Surya, analyste de Capital Economics.

Défi pour la banque centrale

L'archipel, longtemps englué dans une inflation nulle voire négative, est confronté à un changement de paradigme : depuis avril 2022, l'indice des prix à la consommation hors produits frais reste systématiquement au-dessus de 2%. La Banque du Japon (BoJ) a entamé en mars 2024 un resserrement de ses taux pour contrer l'inflation, après dix ans de politique monétaire ultra-accommodante.

Mais l'institution a récemment privilégié le statu quo monétaire face aux incertitudes liées à la guerre douanière lancée par les États-Unis : le Japon pâtit de droits de douane américains de 25% sur l'automobile et de 50% sur l'acier, et est sous la menace d'une surtaxe « réciproque » de 25% sur toutes ses exportations.

M. Ishiba et le négociateur japonais Ryosei Akazawa rencontreront vendredi à Tokyo le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, pour tenter de débloquer des pourparlers dans l'impasse.

Certes, vu le niveau toujours élevé de l'inflation, « il existe toujours des arguments convaincants pour que la BoJ reprenne son cycle de resserrement monétaire plus tard cette année », estime Abhijit Surya.

Mais l'institution pourrait rester suspendue aux négociations commerciales « toujours en suspens » entre Tokyo et Washington, avec « le risque (...) grandissant qu'elle reporte sa prochaine hausse de taux à début 2026 », tempère-t-il.

« Cela place la BoJ dans une situation difficile : elle devrait maintenir son statu quo pour l'heure mais pas pour longtemps », abonde Stefan Angrick, de Moody's Analytics, misant sur une hausse des taux « d'ici janvier ».

D'ici là, « les revirements de politique monétaire, la répercussion tardive des prix à la production et la dépréciation du yen continueront de pousser les prix à la consommation à court terme » sans que les salaires ne suivent, estime-t-il.



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 www.ccifm.mg

✉ ccifm@ccifm.mg ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **X** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

